



**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/059 portant prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société NEXSTONE à Chauvé**

LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 autorisant la société Lafarge Granulats Ouest à exploiter une carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2014 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé à la société Lafarge Granulats France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017/ICPE/128 du 20 juin 2017 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018/ICPE/090 du 22 juin 2018 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé à la société CMGO ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020/ICPE/167 du 13 août 2020 modifiant les conditions de remise en état et prescrivant une surveillance environnementale ;

Vu le changement de dénomination sociale de la société CMGO devenue NEXSTONE le 1^{er} janvier 2025 ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet le 11 avril 2024 par la société CMGO concernant la modification des modalités d'exploitation et de remise en état de la carrière, la demande de compléments du 15 juillet 2024, ayant abouti à un mémoire en réponse du 11 octobre 2024 et d'un nouveau dépôt de dossier le 11 octobre 2024 puis modifié le 25 novembre 2024 en sa dernière version ;

Vu l'avis favorable du propriétaire des terrains en date du 11 avril 2024 sur le projet de remise en état du site ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Chauvé en date du 7 mars 2024 sur le projet de remise en état du site ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 11 février 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société NEXSTONE le 17 février 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 17 février 2025;

Considérant que le projet, qui consiste en la modification des conditions de remise en état, la réduction de la production autorisée, l'augmentation des quantités de déchets inertes acceptés sur le site et le recyclage d'enrobés :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2,
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE .I IDENTIFICATION ET PORTÉE

Article I.1 - Exploitant

La société NEXSTONE, dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia à Paris (75015) ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, pour la poursuite de l'exploitation de la carrière et de ses installations connexes situées sur la commune de Chauvé, au lieu-dit « L'Ennerie ».

Article I.2 - Modification des prescriptions

Les prescriptions suivantes sont modifiées, complétées ou supprimées par le présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 4 janvier 2008	I.1, I.9, I.14.2, I.16-II, IV.3, VIII.1 à VIII.5, X.1.1	Modification de prescription
	II.13	Ajout de prescription
	VIII.6 et VIII.7	Suppression de prescriptions
Arrêté préfectoral du 20 juin 2017	1 ^{er} , 2, 5, 6	Suppression de prescriptions

TITRE .II MODIFICATION ET COMPLÉMENT DE PRESCRIPTIONS

Article II.1 - Tableau de classement

Le tableau de classement figurant à l'article I.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Exploitation de carrières	471 957 m ² production moyenne : 150 000 t/an production maximale : 200 000 t/an	A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW	Installation mobile : 1 100 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	99 000 m ²	E

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle, D = Déclaration, »

Après le tableau de classement figurant à l'article I.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé, il est inséré les alinéas suivants :

« Les installations du site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubrique	Désignation	Grandeurs caractéristiques	Régime*
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Surface du site de : 47,2 ha	A

3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m	Busage du cours d'eau sur 140 ml	A
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau en fin d'exploitation : 16,8 ha	A

* A = Autorisation, D = Déclaration, »

Article II.2 - Production annuelle

A compter de la date de notification du présent arrêté, le premier alinéa de l'article I.9 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé est remplacé par :

« La quantité maximale autorisée à extraire est fixée à 200 000 tonnes par an. La production annuelle moyenne doit être inférieure à 150 000 tonnes. »

Article II.3 - Épaisseur d'extraction

Les deux premiers alinéas de l'article I.14.2 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé sont remplacés par :

« L'exploitation doit être conduite par gradins. La cote maximale d'exploitation est fixée à - 50 m NGF.

L'épaisseur maximale d'extraction est de 43 mètres, soit comprise entre les cotes maximales de - 7 m NGF et - 50 m NGF. »

Article II.4 - Intégration paysagère

L'article I.16-II de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé est remplacé par :

« L'exploitant prend toutes dispositions pour satisfaire l'esthétique du site. Le site doit être entouré d'un ensemble de haies et de merlons destinés à masquer la perception de la carrière depuis l'extérieur du site.

La haie, le bosquet et le petit boisement, situés au sud sur les parcelles ZB 48, 49 et 50, sont conservés.

L'exploitant complète la haie située à proximité de l'entrée secondaire située à l'extrémité sud-est du site avant le 31 décembre 2025.

Les bâtiments doivent être de couleur conciliable avec l'environnement visuel.

Les stocks de matériaux doivent être positionnés de manière à avoir un impact visuel limité depuis l'extérieur du site. »

Article II.5 - Impact du remblaiement sur la qualité des eaux

Il est ajouté un article II.13 à l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé.

« Article II.13 - Impact du remblaiement sur la qualité des eaux

Pour la surveillance de l'impact du remblaiement avec des déchets inertes sur les eaux souterraines, l'exploitant met en place un point de prélèvement recueillant les eaux de ruissellement de la zone de remblaiement avant leur mélange avec les eaux d'exhaure (point aval).

Des échantillons d'eaux sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux) en ce point de prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants : pH, demande chimique en oxygène, hydrocarbures, conductivité, arsenic, baryum, cadmium, chrome total, cuivre, mercure, molybdène, nickel, plomb, antimoine, sélénium, zinc, chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT, BTEX, PCB, HAP.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les mesures sont réalisées par un organisme compétent.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article II.6 - Nuisances sonores

L'article IV.3 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé est remplacé par :

« Les activités de traitement de matériaux, y compris le recyclage de déchets inertes, sont réalisées à l'abri de stocks de matériaux permettant de limiter les nuisances sonores.

La reprise des matériaux pour le remblaiement partiel de l'excavation (stock de matériaux 0/10 situé au nord du site et butte de protection située au sud du site) est réalisée depuis la partie orientée vers l'exploitation afin de conserver un écran phonique avec l'extérieur du périmètre autorisé.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du Lynx ». »

Article II.7 - Remise en état du site – cessation d'activité

Les articles VIII.1 à VIII.4 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé sont remplacés par :

« Article VIII.1 – Cessation d'activité

L'exploitant procède à la cessation d'activité dans les conditions prévues par le code de l'environnement aux articles R512-39-1 et suivants.

L'extraction des matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à la finalisation des travaux de remise en état.

Sans préjudice des mesures de l'article R181-48 du code de l'environnement, pour l'application des articles R512-39-1 à R512-39-5, les usages à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité sont les suivants :

- Usage de renaturation : plan d'eau (16,8 ha), zone de prairies (5,8 ha)
- Autres usages : landes ouvertes (24,6 ha) pouvant potentiellement accueillir des installations photovoltaïques.

Le plan de remise en état, localisant les différents usages, est joint en annexe du présent arrêté.

Les conditions de remise en état sont détaillées aux articles VIII.2 à VIII.4 du présent arrêté.

La mise en sécurité du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

Article VIII.2 – Conditions générales de la remise en état

La remise en état est coordonnée à l'exploitation. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation sauf dans le cas d'un renouvellement ou d'une prolongation d'exploiter demandé par l'exploitant dans les conditions prévues par la réglementation.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu et conformément aux dispositions prévues aux articles VIII.1, VIII.3 et VIII.4 du présent arrêté et aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation du 3 janvier 2007 modifié par sa demande de modification notable du 11 avril 2024 (version du 24 novembre 2024).

Article VIII.3 – Nature de la remise en état

La remise en état est réalisée conformément au plan de remise en état figurant en annexe du présent arrêté.

Elle est réalisée en vue de permettre les usages définis à l'article VIII.1 du présent arrêté.

Elle comporte notamment les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur,
- l'insertion satisfaisante du site de l'installation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site,
- le maintien des clôtures, des portails et des panneaux avertissant des dangers du site .

Article VIII.4 - Description de la remise en état

Les infrastructures de l'exploitation (installations de traitement, matériels, locaux, aires bétonnées, pistes enrobées, cuves, tuyauterie, stocks, etc) sont démontées et évacuées du site.

La fosse d'extraction est partiellement remblayée avec des stériles d'exploitation et des matériaux inertes extérieurs.

Après l'arrêt du pompage d'exhaure, la fosse d'excavation évoluera en plan d'eau d'une surface d'environ 16,8 ha et dont la côte s'établira naturellement à + 5 m NGF.

Les fronts d'exploitation définitifs doivent faire l'objet :

- d'une purge et d'un talutage selon un angle compatible avec leurs caractéristiques mécaniques et, en partie, d'un remblaiement ;
- d'une suppression des surplombs éventuels ;
- d'une couverture partielle des remblais par des terres végétales,

Les parois doivent être taillées en gradins dont la pente générale doit être :

- pour les fronts situés au nord, est et ouest, l'angle de la paroi du gradin ne sera pas supérieur à 70° par rapport à l'horizontale,
- pour les fronts situés au sud et sud-est, l'angle de la paroi du gradin ne sera pas supérieur à 50° par rapport à l'horizontale,

Les berges du plan d'eau sont aménagées en pente douce, au plus 20°. Des fonds de faible profondeur doivent être créés sur le pourtour du plan d'eau. La largeur de banquette doit être de 10 mètres, sur au moins 25 % du linéaire, pour la première banquette située immédiatement en dessous du niveau du futur plan d'eau.

Des terres végétales doivent être régaliées sur les terrains hors d'eau.

Les terrains de la zone de prairies ouvertes au nord-est doivent être plantés de bosquets épars. Les essences locales doivent être privilégiées.

Le remblai de la frange sud de l'excavation doit être ensemencé avec des coupes de landes voisines.

Le cours d'eau est débusé : il est remis à l'air libre tout en conservant les caractéristiques historiques existantes.

Les milieux et les bassins susceptibles de présenter un intérêt écologique doivent être conservés. En particulier, la zone humide située au nord-ouest du site est conservée.

Les haies et merlons végétalisés périphériques ainsi que la haie, le bosquet et le petit boisement, situés au sud sur les parcelles ZB 48, 49 et 50, sont conservés.

La clôture périphérique est conservée. »

Le plan de remise en état annexé au présent arrêté remplace le plan du site remis en état annexé à l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé.

Article II.8 - Remblaiement

L'article VIII.5 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé est remplacé par :

« Article VIII.5 – Remblaiement

La fosse d'excavation fait l'objet d'un remblaiement avec des stériles d'exploitation et des déchets inertes extérieurs.

Article VIII.5.1 - Généralités

Les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière doivent respecter les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Les déchets inertes externes sont recyclés ou mis en remblai dans les fosses d'extraction. Seuls les déchets non recyclables sont mis en remblai.

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Un panneau à l'entrée indique la nature des déchets inertes admis.

Article VIII.5.2 - Déchets extérieurs acceptés

La quantité acceptée de matériaux extérieurs inertes ne peut dépasser 60 000 tonnes par an en moyenne et 100 000 tonnes par an au maximum.

Les seuls déchets externes admissibles sont les déchets inertes non pollués (en provenance des chantiers de terrassement, de déblais routiers et des déblais du BTP) suivants (en référence à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) :

Code déchet	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

Tout autre déchet que ceux listés ci-avant sont interdits.

Seuls les déchets ultimes, au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement, peuvent être utilisés pour le remblaiement des excavations. En particulier, les déchets ayant le code 17 01 01 et 17 03 02 sont utilisés uniquement pour le recyclage et ne concourent pas au remblaiement de la fosse. Seule la fraction non valorisable peut être mise en remblai.

Article VIII.5.3 - Dispositions complémentaires sur la procédure d'acceptation préalable

En complément des dispositions des articles 3 et 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre

2014 susvisé l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

Le document préalable doit être fourni pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article VIII.5.2, l'exploitant s'assure qu'ils ne proviennent pas de sites contaminés, y compris pour les apports ponctuels.

Si les déchets sont susceptibles de provenir d'un site contaminé, sont annexés à ce document les résultats de la caractérisation des déchets. Il s'agit de la vérification systématique du respect des valeurs limites fixées par l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 précité. Cette vérification doit être réalisée pour chaque lot homogène de déchets de chaque chantier. Seuls les lots homogènes de déchets respectant les valeurs fixées à l'annexe II de cet arrêté peuvent être utilisés en remblaiement sur le site.

Article VIII.5.4 - Contrôle des apports de déchets

Les apports extérieurs ne sont en aucun cas déversés directement dans la fouille. L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation des déchets ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article VIII.5.5,
- le départ du véhicule de transport des apports après acceptation des matériaux déchargés ou refus des matériaux non déchargés ou rechargés.

Article VIII.5.5 - Registres

Le registre d'admission prévu à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 suscité est conservé par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre d'admission. Ce plan doit permettre d'assurer la traçabilité du remblayage selon un maillage adapté.

En cas de changement d'exploitant, les registres et la localisation des remblais sont communiqués au nouvel exploitant par le précédent.

L'exploitant tient à jour un registre des refus d'admission. Il y consigne, pour chaque chargement de déchets refusé, le motif de refus d'admission, la date et le nom du producteur du déchet. Le registre de refus est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article VIII.5.6 - Mise en œuvre des remblais

Les déchets inertes extérieurs sont déchargés sur une aire spécifiquement délimitée. Ils ne peuvent être traités au sein de l'installation de traitement de matériaux ou mis en remblai qu'après contrôle visuel ou le cas échéant une fois les résultats de la caractérisation obtenus. L'exploitant dispose d'une benne ou d'un espace affecté à la récupération des éléments indésirables découverts après le départ du véhicule de livraison. Ils sont évacués vers des installations dûment autorisées.

Sans préjudice de la réglementation applicable à la protection des travailleurs, l'exploitant s'assure que les personnes présentes dans l'emprise de l'établissement se trouvent en dehors de secteurs susceptibles de mouvement de terrains. Une signalisation adaptée est mise en place ainsi qu'un dispositif interdisant l'accès.

Les remblais sont mis en place au sein des excavations par couches successives à partir du fond des excavations. La côte finale maximale des remblais est au maximum de + 10 m NGF (après régallage de la couche de terre végétale).

Toutes les opérations de mise en œuvre des remblais sont effectuées à l'aide d'engins spécifiques prévus à cet effet.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Il définit dans une consigne spécifique les modalités de mise en œuvre des remblais notamment afin d'assurer la stabilité pendant et après l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle régulier de la stabilité des remblais est réalisé, en particulier après des périodes de gel ou de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé. Une traçabilité de ce contrôle est mise en œuvre.

Article VIII.5.7 - Formation du personnel

Les agents chargés de l'acceptation préalable et de la vérification et du contrôle de la conformité du chargement ont reçu une formation à cet effet. Cette formation est renouvelée ou actualisée périodiquement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les justificatifs de ces formations.

VIII.5.8 - Contrôle par un organisme tiers

L'exploitant fait procéder annuellement par un organisme tiers à un contrôle inopiné de la bonne application de la procédure d'acceptation préalable prévue par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé sur les conditions d'admission des déchets inertes sur le site. Ce contrôle annuel comporte la réalisation de 3 prélèvements de matériaux parmi les matériaux acceptés sur le site pour le remblaiement. Ces matériaux font l'objet des analyses décrites à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Les rapports de ces contrôles, comportant les résultats d'analyse, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont conservés pendant une durée minimale de 5 ans.

Pour la réalisation de ce contrôle annuel inopiné, l'exploitant met en place une convention avec l'organisme tiers qu'il mandate à cet effet. »

Article II.9 - Garanties financières – Plans de phasage

A compter de la date de notification du présent arrêté, l'article X.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé est remplacé par :

« Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations de remise en état du site après exploitation.

Le montant des garanties financières est calculé suivant la méthode présentée à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées. Ce montant est défini par référence à l'indice TP01 de juillet 2024 égal à 129,9 et pour une TVA de 20 %.

Phasage d'exploitation concerné	Période	Montant des garanties financières
Phase 4	jusqu'au 04/01/2028	813 354 € TTC
Phase 5	du 04/01/2028 au 04/01/2033	183 846 € TTC
Phase 6	du 04/01/2033 au 04/01/2038	183 846 € TTC

Les plans de phasage sont joints en annexe du présent arrêté. »

Les plans de phasage annexés au présent arrêté remplacent les plans de phasage pour les phases 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé.

TITRE .III SUPPRESSION DE PRESCRIPTIONS

Article III.1 - Suppression de prescriptions

Les articles VIII.6 et VIII.7 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 susvisé sont abrogés.
Les articles 1er, 2, 5, 6 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2017 susvisé sont abrogés.

TITRE .IV MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

Article IV.1 - Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article IV.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article IV.3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Chauvé et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Chauvé pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois, ainsi que sur le site www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations/donnees#/ ;

Article IV.4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le maire de la commune de Chauvé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le **18 FEV. 2025**

Le PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Saint-Nazaire

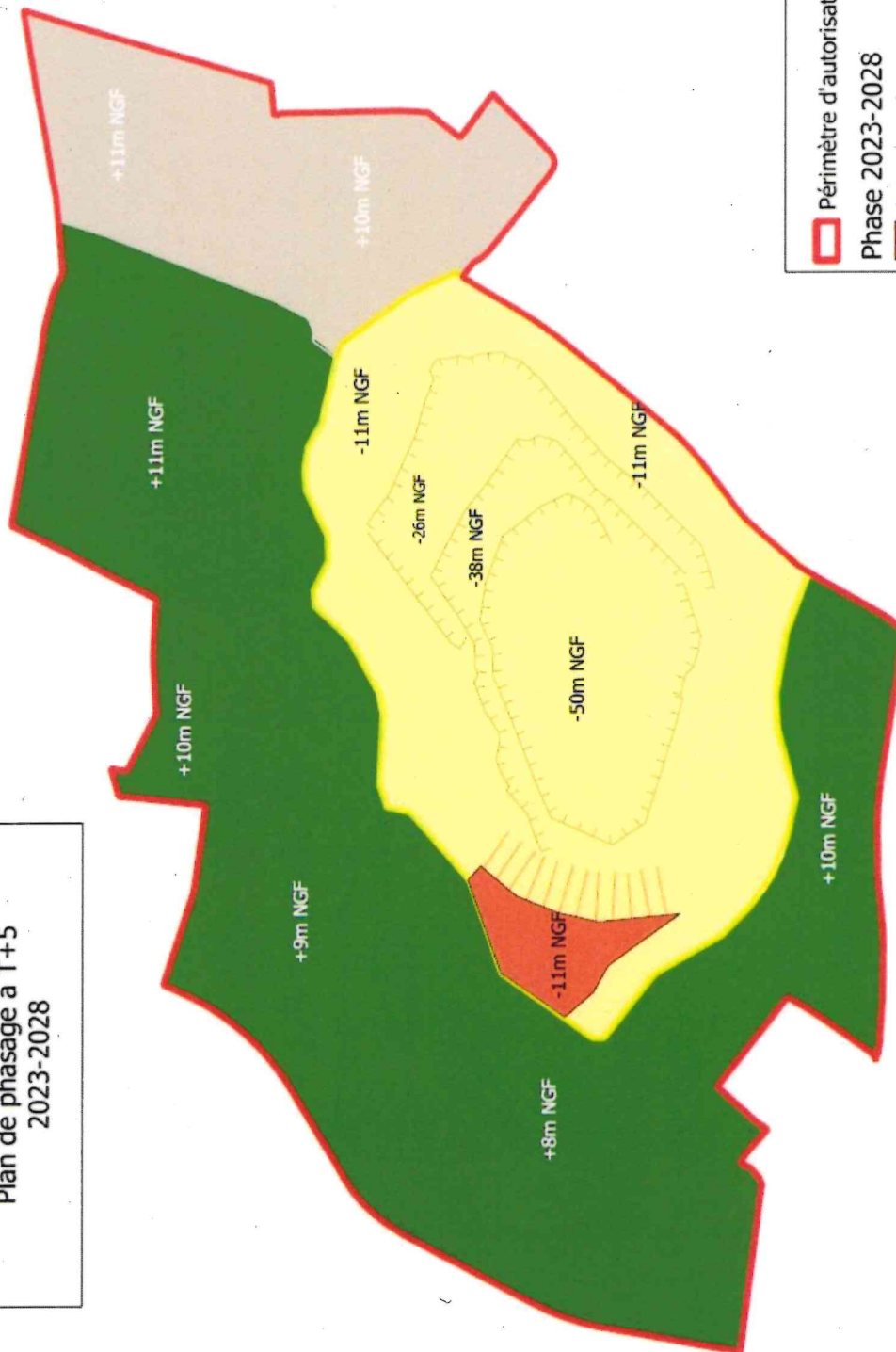

Eric de WISPELAERE

Annexes

Plans de phasage



Plan de phasage à T+5
2023-2028



- Périmètre d'autorisation actuel
- Phase 2023-2028**
- Verse matériaux inertes
- Périmètre extraction
- Zone réaménagée
- Plateforme technique



Vu pour être annexé à mon arrêté
2025/ICPE/059 en date du
Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Saint-Nazaire

18 FEV. 2025



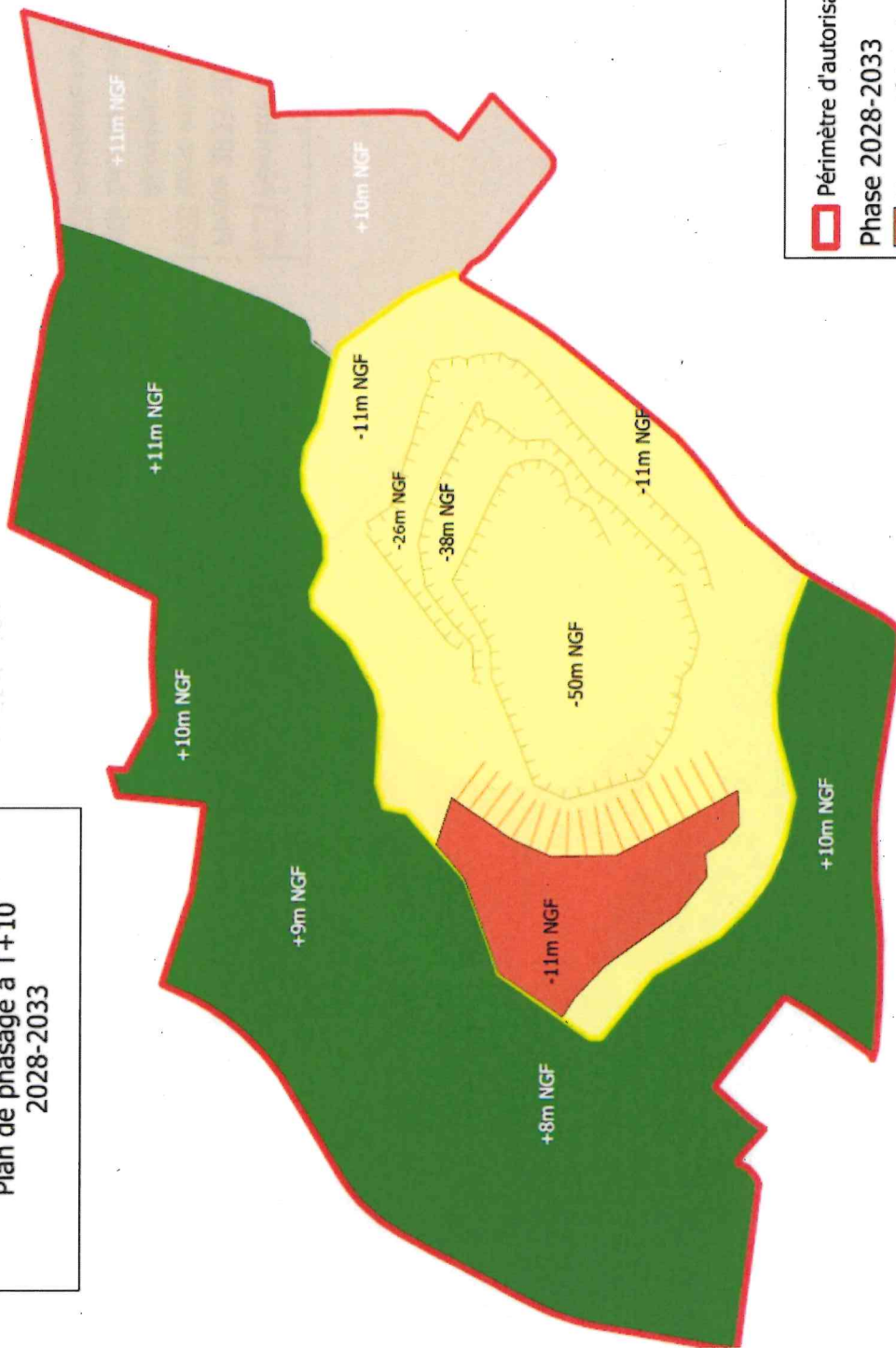
[Signature]
Éric de Wicnalazys

ANNEXES :

- **Plans de phasage**
- **Plan de remise en état**



Plan de phasage à T+10
2028-2033

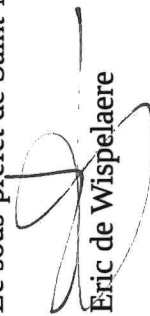


- Périmètre d'autorisation actuel
- Phase 2028-2033
- Verse matériaux inertes
- Périmètre extraction
- Zone réaménagée
- Plateforme technique



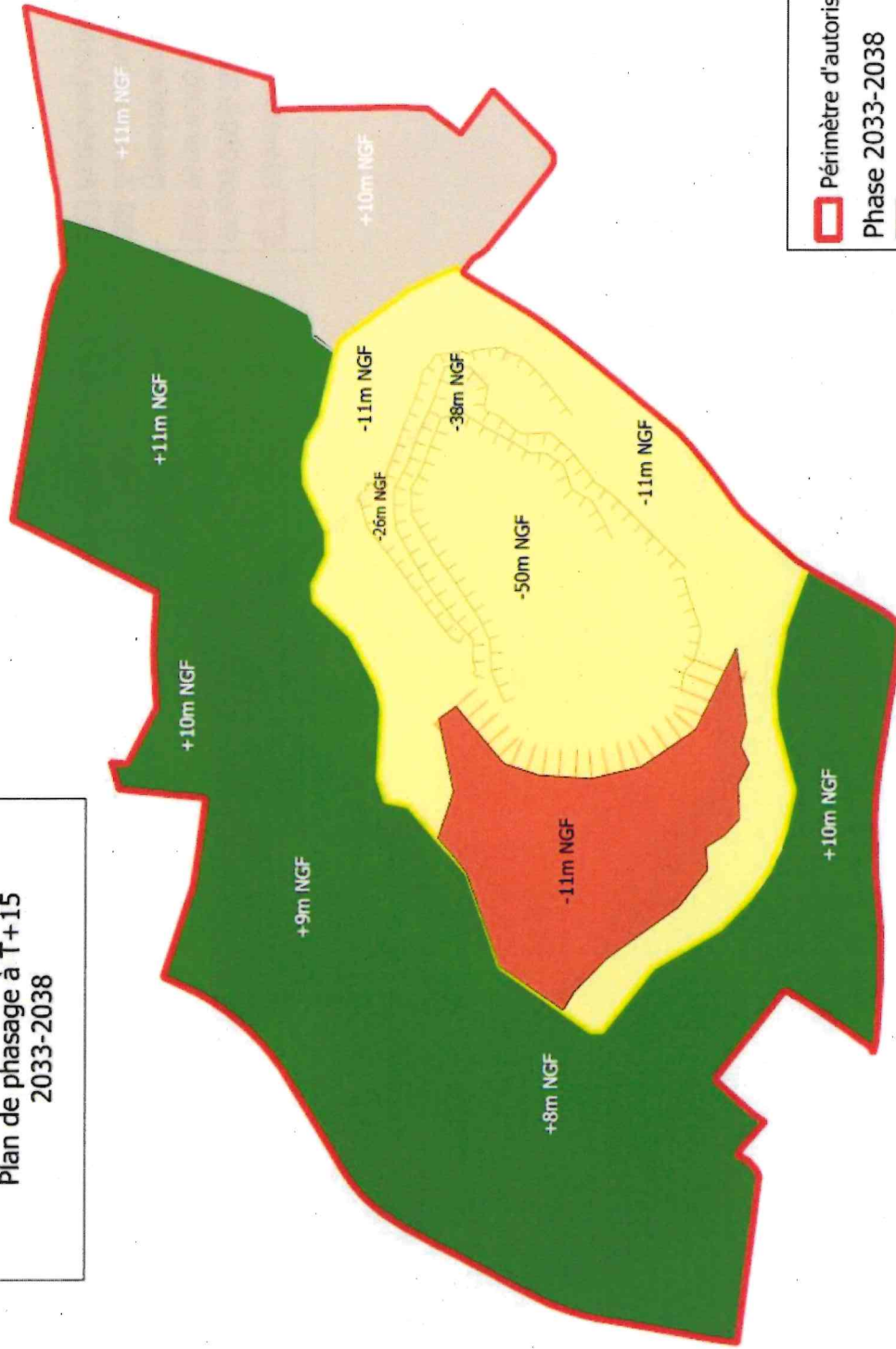
Vu pour être annexé à mon arrêté
2025/ICPE/059 en date du
Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Saint-Nazaire

18 FEV. 2025


Eric de Wispelaere



Plan de phasage à T+15
2033-2038



- Périmètre d'autorisation actuel
- Phase 2033-2038
- Verse matériaux inertes
- Périmètre extraction
- Zone réaménagée
- Plateforme technique

0 100 200 m

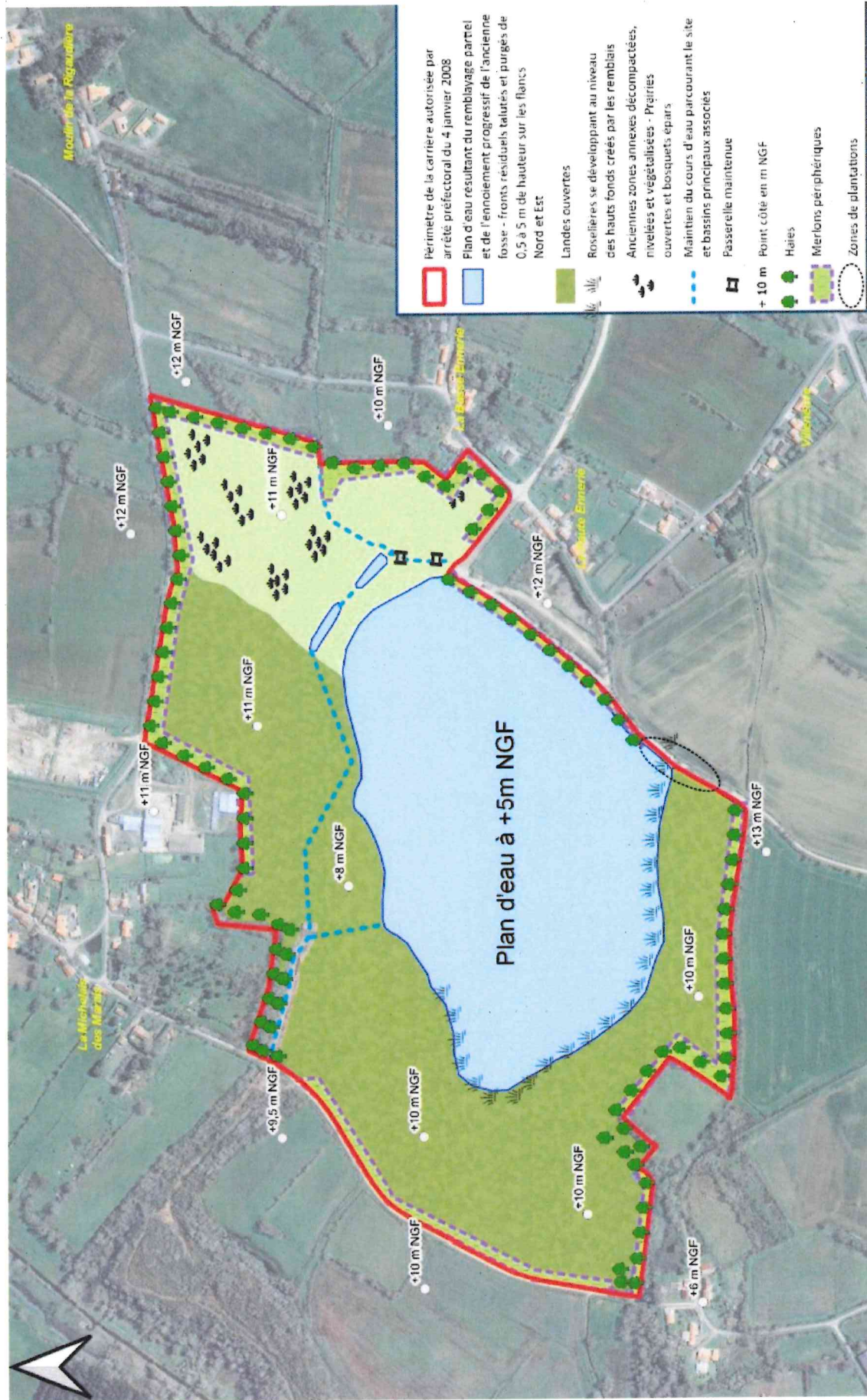


Vu pour être annexé à mon arrêté
2025/ICPE/059 en date du
Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Saint-Nazaire

18 FEV. 2025

Eric de Wispelaere

Plan de remise en état :



Vu pour être annexé à mon arrêté
2025/ICPE/059 en date du
Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet de Saint-Nazaire

18 FEV. 2025

Eric de Wispelaere

